

# La RTBF et les télévisions locales s'associent sur le Web

**Économie des médias** Elles lancent un site commun. Un nouveau coup dur pour la presse, regrette le secteur privé.

**V**ivreici.be", le site Web commun à la RTBF et aux douze télévisions locales du pays, a enfin été lancé, hier. L'annonce de sa création avait suscité le malaise du secteur privé, qui y voyait un "nouveau coup dur pour la presse". Bénéficiant d'aides financières publiques (à l'instar des télévisions locales mais aussi de la presse écrite), la radio-télévision francophone belge propose en effet une offre importante d'information gratuite en ligne. Or les éditeurs de presse, en pleine transition numérique, sont justement en quête d'un nouvel écosystème économique viable sur Internet.

Entre les missions de service public imposées à la RTBF (en échange de sa dotation) et la concurrence déloyale dont souffriraient actuellement les éditeurs de presse, la Commission européenne a tranché, en mai. Désormais, la RTBF n'est plus autorisée à délivrer des informations gratuites en ligne, à moins que celles-ci ne soient liées à ses programmes TV et radio.

**"Il ne s'agit pas d'un site d'info en ligne"**

"Vivreici.be" rassemble donc les contenus audiovisuels de la RTBF et des télévisions bruxelloise et wallonnes. Axé sur l'information de proximité, le site comporte avant tout "des vidéos", défend le chef de projet à la RTBF, Valérie Druitte. "Il ne s'agit pas d'un site d'info en ligne."

Ce projet est par ailleurs "ouvert", a rappelé l'administrateur général de la RTBF, Jean-Paul Philippot. "Notre objectif n'est pas de construire un monopole mais d'inviter tous les partenaires, au

premier titre d'entre eux la presse écrite, mais aussi les institutions culturelles, sportives, etc."

Reste à savoir si de telles synergies intéressent les journaux en question. "Nous avons déjà fuit part au ministre des Médias, Jean-Claude Marcourt (PS), du contexte et du tort que pourrait nous causer ce site si nous n'y sommes pas associés", indique Margaret Boribon, secrétaire générale des Journaux francophones belges (JFB). La presse locale et régionale est vitale pour les groupes de presse mais nous n'avons reçu aucune réponse. Des contacts bilatéraux entre les éditeurs et la RTBF ont peut-être eu lieu mais la Fédération n'a pas été impliquée".

**Synergie de diffusion, pas de production**

"Ce site s'inscrit dans la volonté du ministre des Médias de favoriser les synergies entre la RTBF et ses partenaires publics locaux, se défend Dimitri Kennes, président de la Fédération des télévisions locales.

De nombreux projets ont déjà été menés mais peu, jusqu'ici, ont pris une telle ampleur". Outre les reportages produits pour les JT des différentes chaînes, "Vivreici.be" proposera également des informations de service pour les 281 communes de la Fédération Wallonie-Bruxelles: horaires de bus, agendas, adresses de producteurs locaux, etc. Au service de la plate-

forme: deux personnes chargées d'agréger les contenus. "Il n'y a aucune production propre."

Alors que les synergies imposées aux treize partenaires par leur pouvoir subsidiant (la Fédération Wallonie-Bruxelles) devaient permettre de mutualiser les moyens de production et par conséquent, de réduire les dépenses publiques, "Vivreici.be" s'autorisera les "doublons, triplons et quadruplons", insiste Valérie Druitte. "Un seul et même événement pourra être couvert par plusieurs médias. C'est cette diversité de points de vue qui permet de montrer la richesse du service public."

**Aurélië Moreau**

## 281

**COMMUNES**

Il y a en Wallonie et à Bruxelles respectivement 262 et 19 communes, et donc 281 pages différentes sur le site.

## Financement

### Pressions politiques

**Le cas d'Antenne Centre.** Les télévisions locales sont souvent dépendantes des communes et des intercommunales pour obtenir des financements supplémentaires ou pour garantir leur financement et donc leur survie. Cette situation met parfois en péril l'autonomie des rédactions. C'est notamment le cas d'Antenne Centre. Depuis les années 90, La Louvière, Soignies, Binche, Morlanwelz, Anderlues, Braine-le-Comte, Ecaussinnes, Estinnes, Le Roeulx et Manage financent la chaîne locale au prorata du nombre de leurs habitants. En 2012, la majorité PS-MR de la ville

d'Anderlues lui accordait encore 24 000 euros. Seulement, l'année suivante, les socialistes, désormais débarrassés des libéraux, refusaient de reconduire la dépense. Officiellement, la commune n'aurait plus les moyens d'accorder cette faveur à la chaîne. Officieusement, le parti aurait peu apprécié le traitement qui lui a été réservé lors de la dernière campagne électorale. "Nous sommes encore en train de nous prononcer sur la clé de répartition des coûts et revenus entre les différents partenaires mais il est sûr que le financement de 'Vivreici.be' ne dépendra pas des communes mais directement de la RTBF et des TV locales", a assuré le président de la Fédération des télévisions locales, Dimitri Kennes. **Au. M.**